

Ministère de l'Emploi
et de la Solidarité
sociale

Québec 

Étude des crédits 2013–2014

Demandes de renseignements **particuliers** du
deuxième groupe d'opposition adressées à la
Ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements du deuxième groupe d'opposition

#	Demandes de renseignements particuliers
1.	<p>Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour l'année 2012-2013, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV;c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
2.	<p>Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2012-2013. Indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le lieu;b) le coût;c) la ou les dates de participation;d) le nombre de participants;e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;f) le nom de la formation ou de l'activité.
3.	<p>Sommes dépensées en 2012-2013 (et prévisions pour 2013-2014) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).</p>
4.	<p>Liste de tous les comités interministériels ou impliquant d'autres partenaires auxquels a participé le ministère en 2012-2013, en indiquant pour chacun :</p> <ul style="list-style-type: none">a) son mandat;b) la liste des membres;c) le budget dépensé;d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;e) les résultats atteints.
5.	<p>Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteurs au ministère en 2012-2013 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.</p>
6.	<p>Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2012-2013. Fournir également le détail toute autre demande de compressions du Conseil du Trésor auprès du ministère ou un de ses organismes.</p>
7.	<p>Liste et copie de tous les sondages effectués en 2012-2013, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.</p>
8.	<p>Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.</p>
9.	<p>Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2012-2013.</p>
10.	<p>Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour l'année 2012-2013 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la liste de tous les concours et tirages effectués ;b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements du deuxième groupe d'opposition

#	Demandes de renseignements particuliers
11.	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013 : a) le nom de toutes les campagnes; b) les coûts de ces campagnes; c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; d) les dates de diffusion de la campagne; e) les objectifs visés par chaque campagne.
12.	Pour 2012-2013, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé.
13.	Pourcentage d'immigrants qui étaient sans emploi au 31 décembre 2012.
14.	Pourcentage d'immigrants qui bénéficiaient du Programme d'aide sociale du MESS au 31 décembre 2012.
15.	Évolution du nombre d'employés pour chaque Centre local d'emploi (CLE) depuis l'année financière 2003-2004.
16.	Liste des baux pour les espaces occupés par chaque Centre local d'emploi (CLE) incluant l'emplacement, la superficie du local, la superficie réellement occupée et la superficie inoccupée.
17.	Évolution du nombre d'employés pour chacune des 17 directions régionales du Ministère depuis l'année financière 2003-2004.
18.	Liste des baux pour les espaces occupés par chacune des 17 directions régionales du Ministère incluant l'emplacement, la superficie du local, la superficie réellement occupée et la superficie inoccupée.
19.	Évolution du nombre d'employés depuis l'année financière 2003-2004 pour chacune des unités centrales situés dans les bureaux suivants : Édifice J-A tardif, Édifice Lomer-Gouin, Édifice d'Youville, Insertion Godin, Édifice Place-Cartier, Édifice de la Tour de la Bourse, Montréal (2947 Bélanger).
20.	Liste des baux pour les espaces occupés par chacune des unités centrales du Ministère incluant l'emplacement, la superficie du local, la superficie réellement occupée et la superficie inoccupée.
21.	Évolution du nombre d'employés à la Commission des partenaires du marché du travail depuis l'année financière 2003-2004.
22.	Liste des baux pour les espaces occupés par la Commission des partenaires du marché du travail incluant l'emplacement, la superficie du local, la superficie réellement occupée et la superficie inoccupée.
23.	Nombre de personnes ayant demandé des services d'évaluation et de référence pour chaque Centre local d'emploi (CLE) pour l'année financière 2012-2013.
24.	Nombre de personnes ayant demandé des services d'emploi pour chaque Centre local d'emploi (CLE) pour l'année financière 2012-2013.
25.	Nombre de personnes ayant demandé des services d'aide financière pour chaque Centre local d'emploi (CLE) pour l'année financière 2012-2013.
26.	Évolution mensuelle du nombre de prestataires adultes du programme d'aide sociale depuis l'année financière 2007-2008, ventilé selon le nombre de prestataires sans contrainte et le nombre de prestataires avec contraintes

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements du deuxième groupe d'opposition

#	Demandes de renseignements particuliers
	temporaires et sévères à l'emploi.
27.	<p>Pour chacune des seize mesures financées par le <i>Pacte pour l'emploi</i> et le <i>Pacte pour l'emploi Plus</i>, indiquer :</p> <p>a) les montants publics investis dans le cadre de ces deux stratégies, par année financière;</p> <p>b) les montants privés investis dans le cadre de ces deux stratégies, par année financière;</p> <p>c) le nombre de personnes ayant bénéficié de la mesure, par année financière.</p>
28.	Nombre d'appels reçus et nombre d'appels traités dans le cadre de la Ligne Pro-Emplois pour les entreprises.
29.	Liste des projets financés dans le cadre du Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires pour 2012-2013 et des projets annoncés pour 2013-2014. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.
30.	Liste de tous les projets financés dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales pour 2012-2013 et des projets annoncés pour 2013-2014. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.
31.	Montant des sommes investies en 2012-2013 dans les autres mesures visant à favoriser le retour en emploi des prestataires adultes du programme d'aide sociale.
32.	Pour chaque communauté autochtone concernée et pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, le nombre de prestataires autochtones hors réserve dont les prestations ont été réduites en raison de la réception de sommes forfaitaires reçues à titre de redevance en lien avec le projet hydroélectrique La Romaine et les montants correspondant à ces réductions.
33.	Copie de toutes les études ou enquêtes ayant été réalisées à propos du phénomène de vieillissement de la population québécoise et/ou départ à la retraite des baby-boomers par le Ministère et/ou les organismes en relevant depuis 2006-2007.
34.	Évolution du nombre d'employés et de la masse salariale de la Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique depuis 2003, excluant le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE). Ventilation par type de postes.
35.	Évolution du budget du CEPE depuis 2003.
36.	Évolution du nombre d'employés et de la masse salariale du CEPE depuis 2003. Ventilation par type de postes.
37.	Liste des études, rapports statistiques, enquêtes et avis réalisés par le CEPE depuis 2008-2009 et détail des coûts s'y rattachant.
38.	Suivi des 19 recommandations incluses dans l'avis déposé par le CEPE en 2009 intitulé <i>Prendre la mesure de la pauvreté : proposition d'indicateurs de pauvreté, d'inégalités et d'exclusion sociale afin de mesurer les progrès réalisés au Québec</i> .
39.	Évolution du budget de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) depuis 2003 et copie des rapports annuels 2011-2012 et 2012-2013 de cet organisme.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demandes de renseignements du deuxième groupe d'opposition

#	Demandes de renseignements particuliers
40.	Évolution du nombre d'employés et de la masse salariale de la CPMT depuis 2003. Ventilation par type de postes.
41.	Liste des études, rapports statistiques, enquêtes et avis réalisés par le CPMT depuis 2008-2009 et détail des coûts s'y rattachant.
42.	Fournir le nombre d'employés, le budget de fonctionnement, la masse salariale et un résumé du mandat de chaque direction, service ou bureau suivants : MESS a) Direction générale adjointe des politiques et de la prospective; b) Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique; c) Direction des politiques de prestation; d) Direction des politiques d'emploi et de main-d'œuvre; e) Direction des politiques de lutte contre la pauvreté; f) Direction générale adjointe de l'action communautaire, philanthropique et gouvernementale; g) Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales; h) Secrétariat Entraide - Secteur public et parapublic; i) Direction des affaires canadiennes et internationales; j) Direction de la planification et de la modernisation; k) Direction de la révision et des recours administratifs; l) Service des régions de l'Est du Québec; m) Service des régions de l'Ouest du Québec; n) Service de l'Île de Montréal. Emploi Québec a) Direction générale adjointe de la planification, du marché du travail et de la conformité; b) Direction de la planification, du développement des stratégies et de l'information de gestion; c) Direction de l'analyse et de l'information sur le marché du travail; d) Direction de la conformité et de l'information médicale; e) Service du développement et du soutien aux enquêtes et au contrôle; f) Direction générale adjointe des mesures, des services et du soutien; g) Direction de l'optimisation de la prestation de services; h) Direction des mesures et services aux entreprises et aux partenaires externes; i) Direction des mesures et services aux individus; j) Bureau du projet de l'aide à la décision en ligne; k) Direction générale adjointe aux opérations du Sud et de l'Ouest; l) Direction générale adjointe aux opérations du Nord et de l'Est. CPMT a) Direction générale du développement de la main-d'œuvre; b) Direction du soutien au développement de la main-d'œuvre; c) Direction du développement des compétences et de l'intervention sectorielle; d) Direction de la qualification réglementée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP 1

Titre

Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2012-2013, indiquer :

- a) la liste des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
- b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
- c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : DGARH – 2013-01-03

COLLABORATION :

VALIDATION:



ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP2

Titre

Liste de toutes les formations, conférences, ateliers, journées d'activités, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2012-2013. Indiquer :

- a) le lieu ;
- b) le coût ;
- c) la ou les dates de participation ;
- d) le nombre de participants ;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité ;
- f) le nom de la formation ou de l'activité.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Vous référer à la question L22 des Renseignements particuliers de l'opposition officielle.

SOURCE : DGARH – 2013-01-03

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP3

Titre

Sommes dépensées en 2012-2013 (et prévisions pour 2013-2014) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Veillez vous référer à la question L1 des Renseignements particuliers de l'opposition officielle.

SOURCE : DGARBFM – 2013-01-21

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP4

Titre

Liste de tous les comités interministériels dont fait partie le ministère en 2012-2013, en indiquant pour chacun :

- a) son mandat;
- b) la liste des membres;
- c) le budget dépensé en 2011-2012;
- d) le montant ventilé pour les frais de déplacement, de repas ou autres;
- e) les résultats atteints.

Exposé et statistiques

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire, 15 janvier 2013.

COLLABORATION : Emploi-Québec, CPMT, DGSG, DGSGRC

VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire, 30 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP5

Titre

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels par secteur au ministère en 2012-2013 et comparaison avec les six années financières précédentes. Préciser pour chaque secteur et chaque année le nombre et le pourcentage d'employés devenus permanents.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En 2012-2013¹, le nombre d'employés occasionnels est de 1 228, ce qui représente 20,5 % de l'effectif du Ministère. Parmi les 89 recrutements réguliers effectués cette année, 64 occasionnels ont été régularisés, soit un taux de titularisation de 71,9 %.

De plus, à terme et conformément aux dispositions des conventions collectives, la première opération de régularisation d'employés occasionnels à un statut d'employé temporaire répondant aux critères de 44 mois de services continus sur une période de 48 mois (communément appelé opération 44/48), aura permis à plus de 350 employés occasionnels d'accéder à ce nouveau statut.

Par ailleurs, il faut préciser que présentement une deuxième opération est en cours et environ 270 employés occasionnels devraient être nommés d'ici juin 2013 après entente entre le syndicat et le Conseil du trésor (qui est représentant de l'employeur).

¹ Données extraites du SAGIP à la page 19 (effectif en place au 30 novembre 2012).

SOURCE : DGARH – 2013-01-08

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP 6

Titre

Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2012-2013. Fournir également le détail de toute autre demande de compressions du Conseil du trésor auprès du ministère ou un de ses organismes.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Vous référer à la question 35 des Renseignements généraux de l'opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : 7

Titre :

Liste et copie de tous les sondages effectués en 2012-2013, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

VOLET SOLIDARITÉ SOCIALE

UNITÉS CENTRALES

Aucun

DIRECTIONS RÉGIONALES

Aucun

VOLET EMPLOI

UNITÉS CENTRALES

Évaluation des effets nets des mesures actives offertes aux individus par Emploi-Québec pour les clientèles visées par l'entente de développement du marché du travail (EDMT) et par l'entente sur le marché du travail (EMT)*

Firme : SOM

Coût : 460 000 \$

Étude de satisfaction des clientèles du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale au regard de la déclaration de services aux citoyennes et aux citoyens*

Firme : SOM

Coût : 208 400 \$

Enquête sur la situation post-intervention des entreprises ayant bénéficié d'une intervention des Services publics d'emploi.

Firme : Écho Sondage

Date de la cueillette : mars et avril 2012

Bassin interrogé : 3 000 entreprises ayant reçu des services spécialisés

Montant du contrat : 33 000 \$

Enquête sur le recrutement et l'emploi au Québec

Organisme : Institut de la statistique du Québec

Coût : 444 897 \$

DIRECTIONS RÉGIONALES

Direction régionale d'Emploi-Québec de l'Île-de-Montréal

Sondage InterConnexion (* 2^e sondage)

Firme : Firme SOM

Coût : 25 000 \$

Région du Bas-Saint-Laurent

Sondage sur la connaissance qualitative des personnes de 45 à 64 ans dans la région administrative du Bas-Saint-Laurent*

Firme : SOM

Coût : 42 245 \$

Région de la Capitale-Nationale

Enquête sur les « perspectives de recrutement et les besoins de formation dans la fabrication métallique industrielle »*

Firme : CSMO PERFORM

Coût : 24 850 \$. Emploi-Québec Capitale-Nationale : 1 700 \$ (ce montant correspond au ratio d'entreprises du secteur dans la région, soit 171 sur 2 500 à l'échelle du Québec.)

Enquête sur la « Caractérisation de la clientèle agricole de la région de la Capitale-Nationale et ses besoins de formation »*

Firme : L'UPA (via le Collectif régional en formation agricole de la région de Québec, lequel a fait appel à la Firme Léger Marketing)

Coût : 9 800 \$ dont 8 330 \$ (85 %) Emploi-Québec Capitale-Nationale et 1 470 \$ (15 %) pour le Collectif agricole

Région de la Mauricie

Étude auprès des entreprises du secteur forêt dans la MRC de Maskinongé*

Firme : Agence Goal de Trois-Rivières. Mandataire : Chambre de commerce et d'industrie de la MRC de Maskinongé

Coût : 23 250 \$. La part d'Emploi-Québec est de 18 600 \$ (80 %). Les autres partenaires financiers collaborent chacun pour 2 312 \$ (20 %). Les partenaires financiers d'Emploi-Québec dans cette étude sont le Centre local de développement de la MRC de Maskinongé et la Société d'aide au développement des collectivités de la MRC de Maskinongé.

Région de l'Abitibi-Témiscamingue

Enquête sur les besoins de main-d'œuvre et de compétences des établissements de l'Abitibi-Témiscamingue, 2012*

Firme : Écho Sondage

Coût : 81 000 \$

Région de la Chaudière-Appalaches

Enquête sur les besoins de main-d'œuvre et les caractéristiques des entreprises*

Firme : Écho Sondage

Coût : 137 600 \$ dont 127 600 \$ Emploi-Québec et 10 000 \$ partenaires (CRÉ et TECA)

Région de Lanaudière

Enquête 2012 sur les besoins en main-d'œuvre dans les établissements de la région de Lanaudière

Firme : SOM recherches et sondages

Coût : 975 000 \$ pour l'ensemble des cinq régions de la RMR de Montréal

Région de la Montérégie

Relance MFOR

Firme : Écho Sondage

Coût : 12 000 \$

Enquête sur les pratiques de recrutement et la gestion prévisionnelle de la main-d'œuvre*

Firme : Jolicoeur et associés

Coût : 79 900 \$

* En cours actuellement

SOURCE :

Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et du suivi de la performance, 18 janvier 2013

COLLABORATION :

Bureau de la sous-ministre associée – Emploi-Québec

VALIDATION :

Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 22 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP8

Titre :

Liste de tous les frais de traduction et liste des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2012-2013. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Se référer à la question 8 des renseignements généraux de l'opposition.

SOURCE : Direction des communications 2012-01-15

COLLABORATION :

VALIDATION: DGARBFM – DBCA : 16-01-2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP9

Titre

Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 2012-2013.

Vous référer à la question 17 des renseignements généraux de l'opposition officielle.

SOURCE : Direction des ressources matérielles – 2013-01-10

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

de fiche : RP10

Titre :

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour l'année 2012-2013 :

- a) la liste de tous les concours et tirage effectués;
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Direction des communications – 2013-01-10
COLLABORATION : BSM
VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION

de fiche : RP11

Titre :

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013 :

- a) le nom de toutes les campagnes;
- b) les coûts de ces campagnes;
- c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- d) les dates de diffusion de la campagne;
- e) les objectifs visés par chaque campagne.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Se référer à la fiche RG5.

SOURCE : Direction des communications – 2013-01-10
COLLABORATION : BSM

VALIDATION:



ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP12

<p>Titre : Pour 2012-2013, la liste des programmes de financement ou de subventions du Ministère, le montant global alloué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun :</p> <p>a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention ; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires ; c) le montant qui leur a été accordé.</p>		
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p style="text-align: center;">2012-2013 au 30 novembre 2012</p>		
Programmes	Montant total versé (au 30 novembre 2012)	Nombre d'organismes aidés
Fonds de développement du marché du travail (FDMT)	293,5 M\$	4 374
Programme d'aide et d'accompagnement social (PAAS)	3,6 M\$	586
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome (FAACA) Programme de soutien financier aux orientations gouvernementales en action communautaire et en action bénévole		
Volet Promotion des droits (PDD)	15 988 015,50 \$	332
Volet multisectoriel	590 120,00 \$	14
Volet recherches et études en lien avec la mise en œuvre de la politique gouvernementale (REPG)	4 000,00 \$	1
Total FAACA	16 582 135,50 \$	347
Fonds québécois d'initiatives sociales (FQIS)	1 572 954,00 \$	27
Programme de soutien financier des corporations de développement communautaire (CDC)	3 079 121,50 \$	55

Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires		
Volet Action communautaire et action bénévole (ACAB)	44 317,90 \$	17
Volet Initiatives sociales (IS)	7 501,00 \$	2
Total PSIS	51 818,90 \$	19
Total ministère	318 386 029,90 \$	5 408

SOURCE :

Direction de la statistique et de l'information de gestion
 Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, 25 janvier 2013

COLLABORATION :

Emploi Québec, 30 janvier 2013

VALIDATION:

Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire, 30 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP13

Titre :

Pourcentage d'immigrants qui étaient sans emploi au 31 décembre 2012.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le taux de chômage des immigrants était de 11,5 % en 2012.

SOURCE :

Direction de l'analyse et de l'information sur le marché du travail, 11 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION:

Bureau de la sous-ministre associée, 11 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : 14

Titre

Pourcentage d'immigrants¹ bénéficiant des programmes d'assistance sociale au 31 décembre 2012.

Exposé et statistiques

- En 2011, le taux d'assistance sociale au Québec, chez les 25 à 64 ans est de :
 - 9,0 % pour les immigrants admis au Québec;

SOURCE :

Direction de la statistique et de l'information de gestion – 10 janvier 2013

VALIDATION :

Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 14 janvier 2013

¹ Pour les fins du calcul du taux d'assistance, les demandeurs d'asile ne sont pas dénombrés parmi les immigrants à l'assistance sociale.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP15

Titre

Évolution du nombre d'employés pour chaque Centre local d'emploi (CLE) depuis l'année financière 2003-2004.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Vous référer à la question L12 des Renseignements particuliers de l'opposition officielle.

SOURCE : DGARH – 2013-01-03

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP16

Titre

Liste des baux pour les espaces occupés par chaque Centre local d'emploi (CLE) incluant l'emplacement, la superficie du local, la superficie réellement occupée et la superficie inoccupée.

Vous référer à la question 17 des renseignements généraux de l'opposition officielle.

SOURCE : Direction des ressources matérielles – 2013-01-13

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP17

Titre

Évolution du nombre d'employés pour chacune des 17 directions régionales du Ministère depuis l'année financière 2003-2004.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Vous référer à la question L12 des Renseignements particuliers de l'opposition officielle.

SOURCE : DGARH – 2013-01-03

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP18

Titre
Liste des baux pour les espaces occupés par chacune des 17 directions régionales du Ministère incluant l'emplacement, la superficie du local, la superficie réellement occupée et la superficie inoccupée.

Vous référer à la question 17 des renseignements généraux de l'opposition officielle.

SOURCE : Direction des ressources matérielles – 2013-01-13

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP19

Titre

Évolution du nombre d'employés depuis l'année financière 2003-2004 pour chacune des unités centrales situées dans les bureaux suivants : Édifice J-A Tardif, Édifice Lomer-Gouin, Édifice d'Youville, Insertion Godin, Édifice Place-Cartier, Édifice de la Tour de la Bourse, Montréal (2947 Bélanger).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : DGARH – 2013-01-03

COLLABORATION :

VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP20

Titre

Liste des baux pour les espaces occupés par chacune des unités centrales du Ministère incluant l'emplacement, la superficie du local, la superficie réellement occupée et la superficie inoccupée.

Vous référer à la question 17 des renseignements généraux de l'opposition officielle.

SOURCE : Direction des ressources matérielles – 2013-01-13

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP21

Titre

Évolution du nombre d'employés à la Commission des partenaires du marché du travail depuis l'année financière 2003-2004.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Effectif régulier par catégorie d'emploi (données au 30 novembre 2012)

Commission des partenaires du marché du travail	2012-2013			
	Pers. encad.	Prof.	Fonct.	Total
Total*	4	26	10	40

* Excluant les employés du Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre qui est hors périmètre comptable

Source : Données extraites du SAGIP à la paye 19 (effectif en place au 30 novembre 2012).

SOURCE : CPMT - 2013-01-17
COLLABORATION : DGARH - 2013-01-08
VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP22

Titre

Liste des baux pour les espaces occupés par la Commission des partenaires du marché du travail incluant l'emplacement, la superficie du local, la superficie réellement occupée et la superficie inoccupée.

Vous référer à la question 17 des renseignements généraux de l'opposition officielle.

SOURCE : Direction des ressources matérielles – 2013-01-13

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP23

Titre :

Nombre de personnes ayant demandé des services d'évaluation et de référence pour chaque Centre local d'emploi (CLE) pour l'année financière 2012-2013.

Exposé

Données non disponibles.

SOURCE :

Direction des mesures et services aux individus,
14 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

Bureau de la sous-ministre associée, 18 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP24

<p>Titre Nombre de personnes ayant demandé des services d'emploi pour chaque Centre local d'emploi (CLE) pour l'année financière 2012-2013.</p>
--

<p>Exposé de la situation</p> <p><u>Aide en matière d'emploi</u></p> <p>La donnée disponible la plus adéquate pour référer aux services en matière d'emploi est celle des personnes qui ont initié une participation aux Services publics d'emploi (SPE). Ainsi, dans la période du 1^{er} avril 2012 au 21 novembre 2012, on recense 179 741 nouveaux participants aux Services publics d'emploi. De plus, on dénombre 7 579 entreprises nouvellement aidées du 1^{er} avril au 30 novembre 2012.</p>

SOURCE : Bureau de la sous-ministre associée, 17 décembre 2012

COLLABORATION : Direction de la statistique et de l'information de gestion - 12 décembre 2012

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, 21 décembre 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP25

Titre

Nombre de personnes ayant demandé des services d'aide financière pour chaque Centre local d'emploi (CLE) pour l'année financière 2012-2013.

Exposé de la situation

Aide de dernier recours

En ce qui a trait aux services d'aide de dernier recours, la donnée disponible la plus adéquate réfère aux demandes d'aide financière de dernier recours. Ainsi, on dénombre 66 159 nouvelles demandes d'aide financière de dernier recours pour les mois d'avril à octobre 2012.

SOURCE : Bureau de la sous-ministre associée, 17 décembre 2012

COLLABORATION : Direction de la statistique et de l'information de gestion - 12 décembre 2012

VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, 21 décembre 2012

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : 26

Titre

Évolution mensuelle du nombre de prestataires adultes du Programme d'aide sociale depuis l'année financière 2007-2008, ventilé selon le nombre de prestataires sans contrainte et le nombre de prestataires avec contraintes temporaires à l'emploi.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE PRESTATAIRES ADULTES DU PROGRAMME D'AIDE SOCIALE POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2012-2013

Période	Sans contraintes Nombre d'adultes	Contraintes temporaires Nombre d'adultes	Total Nombre d'adultes
avril 2012	132 269	90 506	222 775
mai 2012	130 867	90 334	221 201
juin 2012	128 244	89 959	218 203
juillet 2012	126 952	89 958	216 910
août 2012	126 641	90 170	216 811
septembre 2012	126 015	90 144	216 159
octobre 2012	127 906	87 262	215 168
Moyenne 2012-2013	128 413	89 762	218 175

SOURCE : Direction de la statistique et de l'information de gestion, 22 janvier 2013

VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire -

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP27

Titre :

Pour chacune des seize mesures financées par le *Pacte pour l'emploi* et le *Pacte pour l'emploi Plus*, indiquer :

- a) Les montants publics investis dans le cadre de ces deux stratégies, par année financière.
- b) Les montants privés investis dans le cadre de ces deux stratégies, par année financière.
- c) Le nombre de personnes ayant bénéficié de la mesure par année financière.

Exposé et statistiques

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits puisque le *Pacte pour l'emploi* et le *Pacte pour l'emploi Plus* sont terminés depuis le 31 mars 2011.

SOURCE : Direction des politiques d'emploi, de la planification stratégique et de la veille – 14 janvier 2013

COLLABORATION : Direction de la statistique et de l'information de gestion – 18 décembre 2012

VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 18 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP28

Titre : Nombre d'appels reçus et nombre d'appels traités dans le cadre de la ligne Pro-Emplois pour les entreprises
--

Exposé et statistiques (s'il y a lieu) Non pertinent pour l'étude des crédits. La ligne Pro-Emplois n'est plus opérationnelle depuis le 1 ^{er} juillet 2010.

SOURCE : Direction des mesures et services aux entreprises et du placement – 15 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la sous-ministre associée, 21 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP29

Titre :

Liste des projets financés dans le cadre du Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires pour 2012-2013 et des projets annoncés pour 2013-2014. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir le tableau en annexe.

SOURCE :

Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, 24 janvier 2013

VALIDATION:

Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire, 24 janvier 2013

RP29. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES SOCIALES ET COMMUNAUTAIRES

Exercice financier 2012-2013

01 - Bas-Saint-Laurent	03 - Capitale-Nationale	03 - Capitale-Nationale	03 - Capitale-Nationale	05 - Estrie	06 - Montréal	06 - Montréal	06 - Montréal	06 - Montréal	06 - Montréal	06 - Montréal	06 - Montréal	07 - Outaouais	08 - Abitibi-Témiscamingue	13 - Laval	15 - Laurentides	16 - Montérégie	17 - Centre-du-Québec	06 - Montréal	06 - Montréal
Centre d'action bénévole de la Mitis	Corporation de développement communautaire du Grand Charlesbourg	Le centre résidentiel et communautaire Jacques Cartier	Patro de Charlesbourg inc.	Corporation de développement communautaire de Sherbrooke	Action des femmes handicapées (Montréal)	Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)	Le centre des organismes communautaires	Le réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal inc.	Réseau de l'action bénévole du Québec	Réseau de l'action bénévole du Québec	ROCQLD, Regroupement des organismes communautaires québécois de lutte au décrochage	Antre-Hulloises inc.	CAFA, Centre d'animation, de formation et d'accompagnement	Table de concertation en violence conjugale et agressions à caractère sexuel de Laval inc.	Nourri-Source - Laurentides	Corporation de développement communautaire Beauharnois-Salaberry	Regroupement des sans-emplois de Victoriaville	Centre St-Pierre	Coalition des familles homoparentales
ACAB	ACAB	ACAB	ACAB	ACAB	ACAB	ACAB	ACAB	ACAB	ACAB	ACAB	ACAB	ACAB	ACAB	ACAB	ACAB	ACAB	ACAB	IS	IS
868 \$	400 \$	2 499 \$	3 000 \$	2 645 \$	3 780 \$	3 000 \$	4 978 \$	2 500 \$	3 000 \$	4 105 \$	2 000 \$	2 500 \$	1 600 \$	2 000 \$	250 \$	3 858 \$	1 335 \$	2 261 \$	5 240 \$
TOTAL volet action communautaire et action bénévole																			
44 318 \$																			
TOTAL volet initiatives sociales																			
7 501 \$																			
GRAND TOTAL Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires																			
51 819 \$																			

42. Versements 2011-2012 et 2012-2013 et prévision des versements à venir dans le Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires
(volet initiatives sociales)

Région	Circonscription électorale	Organisme	Versements 2012-2013 (au 30 nov 2012)
06 - Montréal	Sainte-Marie-Saint-Jacques	Centre St-Pierre	IS 2 261 \$
06 - Montréal	Saint-Henri-Sainte-Anne	Coalition des familles homoparentales	IS 5 240 \$

GRAND TOTAL VERSEMENTS VOLET INITIATIVES SOCIALES 7 501 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

RP30

Titre :

Liste des projets financés dans le cadre du Fonds québécois d'initiatives sociales pour 2012-2013 et des projets annoncés pour 2013-2014. Fournir le nom de l'organisme ou de la personne bénéficiaire, le montant total alloué, le montant versé jusqu'à présent, le montant qui reste à verser, les dates prévues de versements, le détail du projet et, si possible, les autres sources de financement du projet.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir le tableau en annexe.

SOURCE :

Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, 24 janvier 2013

VALIDATION:

Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire, XX janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014
RP30. LISTE DES ORGANISMES FINANCÉS AU FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
Exercice financier 2012-2013

Région	Organisme	Volet	Montant versé au 30 novembre 2012
12 - Chaudière-Appalaches	Centre local de développement de la M.R.C. de l'Islet	Approche territoriale intégrée	2 500 \$
16 - Montérégie	Omnibus Région d'Action	Approche territoriale intégrée	2 357 \$
	Total Approche territoriale intégrée		4 857 \$
02 - Saguenay/Lac-Saint-Jean	Accès-Travail-Femmes inc.	Développement de l'approche systémique pour les femmes	37 500 \$
03 - Capitale-Nationale	Centre-Étape, Atelier de formation pour les femmes inc.	Développement de l'approche systémique pour les femmes	75 000 \$
04 - Mauricie	Centre Le pont	Développement de l'approche systémique pour les femmes	75 000 \$
05 - Estrie	Centre d'intégration au marché de l'emploi (CIME)	Développement de l'approche systémique pour les femmes	37 500 \$
06 - Montréal	SORIF inc.	Développement de l'approche systémique pour les femmes	75 000 \$
07 - Outaouais	Option femmes emploi	Développement de l'approche systémique pour les femmes	37 500 \$
12 - Chaudière-Appalaches	Connexion Emploi ressources femmes	Développement de l'approche systémique pour les femmes	37 500 \$
13 - Laval	Dimension travail	Développement de l'approche systémique pour les femmes	37 500 \$
14 - Lanaudière	Centre d'intégration professionnelle de Lanaudière	Développement de l'approche systémique pour les femmes	75 000 \$
14 - Lanaudière	La C.L.E.F., Centre Lanaudière d'emploi pour femmes	Développement de l'approche systémique pour les femmes	75 000 \$
16 - Montérégie	Centre d'orientation et de formation pour femmes en recherche d'emploi (C.O.F.F.R.E.) inc.	Développement de l'approche systémique pour les femmes	37 500 \$
16 - Montérégie	De soi à l'emploi	Développement de l'approche systémique pour les femmes	37 500 \$
16 - Montérégie	Options non traditionnelles inc.	Développement de l'approche systémique pour les femmes	37 500 \$
16 - Montérégie	Service externe de main d'oeuvre Le jalon	Développement de l'approche systémique pour les femmes	75 000 \$
17 - Centre-du-Québec	Les mutantes de Drummond inc.	Développement de l'approche systémique pour les femmes	75 000 \$
17 - Centre-du-Québec	Services intégrés pour l'emploi	Développement de l'approche systémique pour les femmes	75 000 \$
	Total Développement de l'approche systémique pour les femmes		900 000 \$
03 - Capitale-Nationale	Concours québécois en entrepreneuriat	Ententes nationales	2 500 \$
03 - Capitale-Nationale	Conseil québécois des entreprises adaptées	Ententes nationales	103 500 \$
	Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec inc.	Ententes nationales	90 000 \$
03 - Capitale-Nationale	Réseau québécois de villes et villages en santé	Ententes nationales	99 500 \$
04 - Mauricie	Réseau québécois de revitalisation intégrée	Ententes nationales	50 000 \$
06 - Montréal	Autonomie Jeunes Familles	Ententes nationales	- \$
06 - Montréal	Fédération des femmes du Québec	Ententes nationales	45 000 \$
06 - Montréal	Le journal de la rue	Ententes nationales	71 597 \$
	Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec	Ententes nationales	6 000 \$
15 - Laurentides	Québec	Ententes nationales	200 000 \$
16 - Montérégie	Club des petits déjeuners du Québec	Ententes nationales	668 097 \$
	Total Ententes nationales		1 572 954 \$

GRAND TOTAL FOIS

1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

Fiche : RP31

Titre :

Montant des sommes investies en 2012-2013 dans les autres mesures visant à favoriser le retour en emploi des prestataires adultes du programme d'aide sociale.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Données non disponibles.

SOURCE : Direction des mesures et services aux individus, 18 janvier 2013
COLLABORATION : Direction de la statistique et de l'information de gestion, 18 janvier 2013
 Direction des ressources externes, des clientèles spécifiques et de l'optimisation
VALIDATION : Bureau de la sous-ministre associée, 19 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

RP32

Titre :

Pour chaque communauté autochtone concernée et pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, le nombre de prestataires autochtones hors réserve dont les prestations ont été réduites en raison de la réception de sommes forfaitaires reçues à titre de redevance en lien avec le projet hydroélectrique La Romaine et les montants correspondant à ces réductions.

Exposé et statistiques

Il n'y a aucune donnée disponible pour répondre à cette question.

SOURCE :

Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 31 janvier 2013

COLLABORATION :

Direction de la statistique et de l'information de gestion et Emploi Québec

VALIDATION:

Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 31 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP33

<p>Titre :</p> <p>Copie de toutes les études ou enquêtes ayant été réalisées à propos du phénomène du vieillissement de la population québécoise et/ou départ à la retraite par le Ministère et/ou les organismes en relevant depuis 2006-2007</p>	
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Question non pertinente à l'étude des crédits.</p>	

SOURCE : Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et du suivi de la performance, 11 janvier 2013

COLLABORATION : Emploi-Québec (DAIMT), 16 janvier 2013

VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 17 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP34

Titre

Évolution du nombre d'employés et de la masse salariale de la Direction générale des politiques et de l'analyse stratégique depuis 2003, excluant le Centre d'étude sur la pauvreté et l'exclusion (CEPE). Ventilation par type de postes.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

ETC Autorisés (répartition par type de postes)

	Cadres supérieurs et cadres	Professionnels	Fonctionnaires	Total
2012-2013	14	99	30	143

	Cadres supérieurs	Professionnels	Fonctionnaires	Total
2012-2013	1 382 007 \$	5 921 992 \$	915 945 \$	8 219 946 \$

Pour l'année financière 2012-2013, les données proviennent de la mise à jour budgétaire au 30 novembre 2012.

La dépense des étudiants, des stagiaires et des employés hors catégories est exclue du total, Cela représente une dépense additionnelle de 74 543 \$.

SOURCE : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire
15 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire - 24 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP35

Titre Évolution du budget du CEPE depuis 2003.	
--	--

Exposé et statistiques (s'il y a lieu) Le budget de fonctionnement du CEPE s'élève à 30 000 \$.	
---	--

SOURCE : Direction de la recherche, 11 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 15
janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2012-2013

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP36

Titre

Évolution du nombre d'employés et de la masse salariale du CEPE depuis 2003. Ventilation par type de postes.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire,
11 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION: Direction des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 14
janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : 37

Titre

Liste des études, rapports statistiques, enquêtes et avis réalisés par le CEPE depuis 2008-2009 et détail des coûts s'y rattachant.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Direction de la recherche, 11 janvier 2013

VALIDATION : Direction générale des politiques, de l'analyse stratégique et de l'action communautaire – 14 janvier 2013

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : 38

Titre

Suivi des 19 recommandations incluses dans l'avis déposé par le CEPE en 2009 intitulé *Prendre la mesure de la pauvreté : proposition d'indicateurs de pauvreté, d'inégalités et d'exclusion sociale afin de mesurer les progrès réalisés au Québec.*

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question n'est pas pertinente à l'étude des crédits.

SOURCE : Direction de la recherche, 11 janvier 2013

COLLABORATION :

VALIDATION :

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIEME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP39

Titre :

Évolution du budget de la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) depuis 2003 et copie des rapports annuels 2011-2012 et 2012-2013 de cet organisme

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

En vertu de la Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et sur la Commission des partenaires du marché du travail, les ressources financières allouées à la Commission font partie intégrante de l'enveloppe budgétaire du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Ces ressources financières sont destinées aux activités découlant des responsabilités et fonctions déléguées à la Commission (article 7.1 de la Loi).

Le tableau ci-dessous présente les effectifs autorisés, le budget d'administration en provenance des crédits budgétaires du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) et le budget d'intervention de la Commission en provenance du Fonds de développement du marché du travail (FDMT) pour l'année financière 2012-2013.

	2012-2013			
	ETC autorisés	Rémunération	Fonctionnement	Intervention
Total crédits du MESS et FDMT	33,4	2 377 700 \$	1 154 100 \$	15 717 000 \$

Ce tableau ne couvre pas le budget de rémunération, de fonctionnement et d'intervention en provenance du Fonds de développement de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre (FDRCMO). Le FDRCMO exerce des opérations fiduciaires et, par conséquent, est exclu du périmètre comptable du gouvernement.

SOURCE : CPMT – 2013-01-17
COLLABORATION : Direction du budget d'Emploi-Québec
VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP#40

<p>Titre Évolution du nombre d'employés de la masse salariale de la CPMT depuis 2003 Ventilation par type de postes</p>	
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Question non pertinente à l'étude des crédits.</p>	

SOURCE : CPMT – 2013-01-17
COLLABORATION :
VALIDATION:

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : 41

Titre

Liste des études, rapports statistiques, enquêtes et avis réalisés par la CPMT depuis 2008-2009 et détail des coûts s'y rattachant

Exercice 2012-2013

Avis

- Admissibilité du remboursement des frais exigés pour une demande de suspension du casier judiciaire pour les personnes judiciairisées aptes à l'emploi bénéficiaires de l'aide sociale (Comité consultatif des personnes judiciairisées adultes, septembre 2012)

Études, rapports, statistiques, enquêtes

- Diagnostic sectoriel de main-d'œuvre dans le secteur du commerce de détail (Comité sectoriel de main-d'œuvre du commerce de détail, septembre 2012)
- Diagnostic sectoriel de main-d'œuvre dans le sous-secteur des dépanneurs (Comité sectoriel de main-d'œuvre du commerce de l'alimentation, novembre 2012)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU 2^E GROUPE D'OPPOSITION

de fiche : RP 42

<p>Titre</p> <p>Fournir le nombre d'employés, le budget de fonctionnement, la masse salariale et un résumé du mandat de chaque direction, service ou bureau suivants:</p>	
<p>MESS</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Direction générale adjointe des politiques et de la prospective b) Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique; c) Direction des politiques de prestation; d) Direction des politiques d'emploi et de main-d'œuvre; e) Direction des politiques de lutte contre la pauvreté; f) Direction générale adjointe de l'action communautaire, philanthropique et gouvernementale; g) Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales; h) Secrétariat Entraide – Secteur public et parapublic; i) Direction des affaires canadiennes et internationales; j) Direction de la planification et de la modernisation; k) Direction de la révision et des recours administratifs; l) Service des régions de l'Est du Québec; m) Service des régions de l'Ouest du Québec; n) Service de l'Île de Montréal; <p>Emploi-Québec</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Direction générale adjointe de la planification, du marché du travail et de la conformité; b) Direction de la planification, du développement des stratégies et de l'information de gestion; c) Direction de l'analyse et de l'information sur le marché du travail; d) Direction de la conformité et de l'information médicale; e) Service du développement et du soutien aux enquêtes et au contrôle; f) Direction générale adjointe des mesures, des services et du soutien; g) Direction de l'optimisation de la prestation de services; h) Direction des mesures et services aux entreprises et aux partenaires externes; i) Direction des mesures et services aux individus; j) Bureau du projet de l'aide à la décision en ligne; k) Direction générale adjointe aux opérations du Sud et de l'Ouest; l) Direction générale adjointe aux opérations du Nord et de l'Est; <p>CPMT</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Direction générale du développement de la main-d'œuvre; b) Direction du soutien au développement de la main-d'œuvre; c) Direction du développement des compétences et de l'intervention sectorielle; d) Direction de la qualification réglementée. 	
<p>Exposé et statistiques (s'il y a lieu)</p> <p>Vous référer à la question 15 des renseignements généraux de l'opposition officielle pour l'effectif et au livre des crédits pour les budgets de rémunération et de fonctionnement.</p>	

SOURCE : DGARH – 2013-01-03
VALIDATION: